Égypte/Monde arabe

21 | 1995

Économie égyptienne et perspectives de paix au Proche-Orient

La libéralisation du secteur agricole

Mahmûd Al-Sayyid Mansûr

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/406>

DOI : 10.4000/ema.406

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1995

Pagination : 174-182

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Mahmûd Al-Sayyid Mansûr, « La libéralisation du secteur agricole », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 21 | 1995, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/406> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.406>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La libéralisation du secteur agricole

Mahmûd Al-Sayyid Mansûr

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'arabe par Samia Rizq

- ¹ L'agriculture, selon le dernier recensement de 1991/92, fournit 19,2% du PIB et emploie 4,5 millions de personnes, soit 32,7% de la population active de l'Égypte. Source principale de l'alimentation, elle assure 20,3% des recettes d'exportation et produit une part importante des intrants industriels. Conforme à la philosophie de la libéralisation en cours, la stratégie de développement de l'Égypte doit tenir compte des spécificités de son agriculture. Dans les années 60, la politique agricole était sous le contrôle de la planification centrale, l'État intervenant dans la production, la commercialisation et la fixation des prix de toutes les denrées. Avec l'ouverture économique engagée au milieu des années 70, puis la réforme poursuivie dans les années 80, le rôle du secteur privé s'est accru. Et avec la libéralisation économique mise en œuvre depuis le début des années 90, l'État place le développement agricole sous le signe de la privatisation, de la libéralisation et du marché.
- Aujourd'hui, les principaux obstacles au développement agricole sont la réduction de la superficie cultivable par habitant du fait de la croissance démographique, le morcellement des exploitations, le manque de main-d'œuvre et sa cherté, le risque de pénurie d'eau et la baisse relative de l'investissement. Ainsi, les parts par habitant de terres cultivées et récoltées¹ ont diminué respectivement de 0,23 à 0,12 feddan (1 feddan = 0,42 hectare) et de 0,4 à 0,22 feddan entre 1960 et 1990. Il existe pourtant des possibilités d'extension des superficies cultivées dans la vallée, comme sur les sols désertiques propres à la bonification. Alors que la superficie moyenne des exploitations ne dépasse pas 2 feddans, 50% des agriculteurs travaillent sur moins d'un feddan. Ce morcellement excessif entrave la mécanisation et l'utilisation des technologies modernes, accroît les coûts de production et favorise la production destinée à l'autoconsommation au détriment du marché local et de l'exportation.

- 3 Les changements sociaux, économiques et culturels survenus dans la campagne égyptienne ont réduit l'offre de main-d'œuvre agricole, tandis qu'augmente le chômage parmi les diplômés ruraux². Les ressources totales en eau de l'Égypte, provenant directement du Nil, retraitées ou souterraines, sont estimées en 1990 à 60 milliards de m³, alors que les besoins du pays s'élèveraient à 72,7 milliards de m³ en l'an 2000. La pénurie qui menace l'Égypte impose une stratégie de développement agricole économisant l'eau, par le choix des investissements, des cultures et techniques appropriées ainsi que par l'amélioration des systèmes d'irrigation et de drainage. Or, la part de l'agriculture et de l'irrigation dans la FBFC nationale (formation brute de capital fixe) a baissé par rapport à la période 1981-86, où elle atteignait 10%. Cette proportion, qui n'est plus aujourd'hui que de 7,27%, est en tout état de cause insuffisante par rapport au poids de l'agriculture, tant dans le PIB que dans les exportations ou l'emploi.
- 4 La politique de libéralisation économique de l'agriculture égyptienne vise à assurer l'utilisation optimale des ressources agricoles (terres, eau, hommes et capital) et à rétablir une juste répartition du revenu national entre l'agriculture et les autres branches. La libéralisation est progressive afin d'éviter les réactions sociales violentes que pourrait éventuellement provoquer un passage trop brusque du système planifié à celui du marché dans les domaines tarifaires, commerciaux et du crédit. Depuis la moitié des années 80, le gouvernement relève progressivement les prix des produits agricoles sur la base des équivalents internationaux des mêmes produits. En 1987, il a supprimé la vente obligatoire à l'État et totalement libéré les prix de deux cultures de grande consommation (blé et fèves) et de cultures moins stratégiques (sésame, lentilles, arachides, soja, oignons). En 1991, ce fut au tour du riz de voir son prix et sa commercialisation laissés au marché. La libéralisation de la tarification et la commercialisation du coton, principale culture d'exportation, suivra l'achèvement de celle de son commerce extérieur en 1996; la canne à sucre; intrant industriel stratégique pour les raffineries de Haute-Égypte, restera sous le contrôle de l'État.
- 5 La politique de subvention aux intrants et au crédit agricoles prévalant depuis les années 60 avait pour fonction d'abaisser les coûts de production et de compenser la taxe indirecte résultant de l'imposition aux agriculteurs de prix d'achat inférieurs à la valeur de marché de leurs produits. En relevant progressivement les prix d'achat aux niveaux internationaux, l'État a retiré les subventions aux engrais, semences, pesticides et au fourrage, et remis les taux d'intérêts agricoles au niveau des autres crédits bancaires afin de supprimer les gaspillages inhérents à la sous-évaluation des coûts.
- 6 Durant les années 60 et 70, l'État monopolisait l'importation et la distribution des intrants agricoles. Avec la réforme, le secteur privé a été autorisé à participer, à côté des organismes publics, à ces deux activités pour remédier à l'incapacité des firmes publiques à couvrir la totalité des besoins locaux en produits intermédiaires et pour permettre l'accroissement de la production. Avec la libéralisation en cours, la commercialisation des intrants devrait être entièrement privatisée, l'État se réservant la charge de contrôler la
- 7 qualité des produits importés. Le gouvernement a par ailleurs vendu les terrains et équipements de l'Organisme de bonification des terres désertiques en privilégiant ses locataires et usufuitiers, et favorisé la cession aux particuliers des actifs des entreprises publiques gérées par la loi 203 de 1991. La Banque principale de développement et de crédit agricole (PBDAC en anglais) s'est vue privée de presque

toutes ses activités d'importation et de distribution des intrants, son rôle étant limité au seul crédit agricole. L'Organisme public de la Caisse de compensation agricole, responsable de la subvention aux prix des intrants agricoles, devrait poursuivre sa mission de soutien à certaines productions, comme ce fut le cas pour le riz et le coton en 1993. L'Organisme public de développement des ressources piscicoles, déchargé de la production, verra son rôle réduit à l'assistance aux producteurs. La valeur du loyer de la terre a été relevée par la loi 96 de 1992. Les fermages contractés avant sa parution et fixés en fonction de la taxe foncière ont vu le multiplicateur de cette dernière augmenter de 7 à 22, pendant une période transitoire s'achevant avec la saison 1996-97. Après cette date, ainsi que pour les contrats conclus au-delà de 1992, les fermages deviennent du ressort du droit civil général qui laisse les loyers et la durée des contrats totalement libres.

Premiers effets globaux de la réforme économique sur l'agriculture

- 8 La libéralisation économique est trop récente pour que son impact sur l'agriculture ait pu donner lieu à des études détaillées. Nous nous limiterons donc à l'exposé des données connues concernant la réforme appliquée au cours des années 80, sachant que les politiques actuelles ne sont que l'approfondissement des mesures engagées depuis près de 15 ans.
- 9 Entre 1981 et 1991, le produit agricole a augmenté de 5,4 à 28 milliards de livres égyptiennes (LE) courantes, le revenu de 3,7 à 20,5 milliards LE, les recettes d'exportation de 364 millions à 1,016 milliard LE, tandis que le taux de croissance annuel s'accélérait de 2,6% en 1981 à 3% en 1991.
- 10 La superficie cultivée et les rendements des principales cultures céréalières (blé, maïs, riz et autres) ont augmenté de telle sorte que leur production globale est passée de 8 à 15 millions de tonnes entre 1981 et 1992. L'augmentation des rendements et des superficies cultivées est due essentiellement aux hausses des prix d'achat des produits aux agriculteurs. Ceci est particulièrement net pour les cultures anciennement contrôlées par l'État (blé, maïs, riz et coton), mais moins évident pour les cultures libres (pommes de terre et agrumes).
- 11 La relative stabilité de l'indice du prix intérieur du coton entre 1980 et 1992 traduit la volonté de l'État de freiner sa croissance, dont la moyenne annuelle (6,5%) suit celle du prix à l'exportation (6%). L'écart avec ce dernier se creuse néanmoins entre 1988 et 1991, obligeant le gouvernement à relever fortement le prix d'achat du coton en 1989, les agriculteurs délaissant de plus en plus sa culture.
- 12 Le prix d'achat du riz, seconde culture d'exportation, ne croît que de 2% par an en moyenne, deux fois moins vite que son prix d'exportation (4% en moyenne annuelle). Le prix intérieur du riz augmente de façon plus significative à partir de 1986 avec la suppression de la livraison obligatoire à l'État et de sa tarification administrative. En conséquence, le rendement à l'hectare de riz s'accroît de 5,5 tonnes en 1987 à 7,6 tonnes en 1992.
- 13 Le prix intérieur du blé, principal produit agricole d'importation, croît de 5,7% en moyenne et sa production locale double, passant de 2.017 à 4.483 tonnes entre 1980 et 1991, malgré la baisse de son prix d'importation au taux annuel moyen de (-3,2%). La

libéralisation de la commercialisation du blé a favorisé une croissance des ventes de 88.400 tonnes en 1985 à 173.000 tonnes en 1992. L'autosuffisance en blé s'est élevée de 25% en 1981 à 45% en 1992.

- 14 Le maïs, seconde culture d'importation, voit sa production croître de 3.347 à 5.122 tonnes de 1982 à 1991.
- 15 Les prix intérieurs des pommes de terre et des agrumes, non soumis au contrôle de l'État, fluctuent en fonction des récoltes, la demande locale restant stable.
- 16 Les subventions ont également contribué à l'augmentation ou au maintien du volume de certaines cultures. Leur suppression est, avec la libéralisation des prix des produits, un élément fondamental de la réforme économique entamée depuis la fin des années 80.
- 17 Les subventions aux intrants et au crédit ont en effet favorisé le développement d'entreprises sur des bases non économiques, l'introduction de producteurs inexpérimentés et l'apparition de surcapacités de production. La suppression progressive de ces subventions a permis de réduire le nombre d'entreprises aux établissements les plus compétents.
- 18 Le montant des aides budgétaires aux produits intermédiaires a ainsi diminué de 11% par an au cours de la décennie 1980-91. Les prix des semences du coton, du maïs et des pommes de terre sont restées stables pendant cette même décennie, le Ministère de l'Agriculture produisant et distribuant à bas prix les graines dont il voulait encourager l'utilisation. Par contre, les prix des semences de riz et de blé ont crû aux taux annuels moyens respectifs de 13,2% et 3,6%, du fait de la hausse de leurs prix et de la faiblesse des rendements des semences nouvellement introduites. Les prix des engrais sont restés stables jusqu'en 1990, malgré la baisse de la subvention affectée aux importations de 39 à 13 millions de dollars entre 1980 et 1991. La suppression, à partir de 1991, de cette subvention et des aides à la production locale provoque l'augmentation rapide du prix des engrais. Les subventions aux pesticides sont réduites de 66 à 23 millions de dollars pendant la même décennie, seuls les pesticides du coton restant subventionnés après cette date.
- 19 Le crédit agricole croît de 549 millions à 1,509 milliard de dollars entre 1980-81 et 1991/92. La PBDAC en assure l'essentiel, mais sa part a diminué de 80% à 77,5% entre ces deux années. Les prêts au taux du marché ont remplacé progressivement les prêts subventionnés, puisque leur part dans le total des crédits accordés croît de 6% à 75% entre 1985/86 et 1991/92. Les prêts subventionnés concernent les cultures en champs, l'élevage, la bonification des sols désertiques et les machines agricoles. De 1979 à 1987, le taux de crédit aux cultures reste stable à 3,5%. A partir de la mi-1987, la subvention au crédit est retirée, excepté pour les prêts à certaines activités que l'État cherchait à promouvoir. Les taux d'intérêt bonifiés accordés à ces activités oscillaient, entre 1989 et 1992, de 3,5 à 9% (pour les plantes oléagineuses, la betterave sucrière et la canne à sucre), de 8 à 11,5% (pour la bonification), de 9 à 14,5% (pour la sécurité alimentaire³ sur les terres désertiques bonifiées), et de 12 à 15,5% (pour les machines agricoles). En mars 1993, les crédits agricoles subventionnés disparaissent totalement, tandis que la dévaluation de la livre relève les taux d'intérêts libres à un niveau variant entre 17,5% et 19,5% pour les céréales, les légumes, la canne et les fruits, à 20% pour les projets à court terme et 21% pour les emprunts à moyen terme.

L'impact de la réforme économique sur le revenu agricole : le cas du blé en Haute-Égypte

- 20 Avant 1987, le choix de la mécanisation était guidé par des considérations plus techniques qu'économiques, le système des prix étant administré par l'État. Afin de déterminer l'impact du choix de la technique culturale sur le revenu agricole, le Ministère de l'Agriculture a effectué une enquête sur échantillon entre 1982 et 1993, étudiant l'impact du choix de trois techniques de culture sur le revenu du blé en Haute-Égypte. Les trois techniques culturales (traditionnelle, moyenne et avancée) diffèrent par la variété (traditionnelle : « Giza 155 »; améliorée : « Giza 164 ») et la quantité de semences utilisées, par le taux d'application et la nature des engrais ainsi que par le mode d'irrigation des parcelles, les rendements variant de 3,75 à 6,3 tonnes l'hectare.
- 21 Selon les résultats de cette enquête, on constate que si les mesures prises durant la première période de la réforme (1986-89) ont entraîné, à l'avantage du producteur, le relèvement de 40% du prix de vente du blé, elles ont causé, à son désavantage, l'augmentation du coût réel des engrais subventionnés, une hausse de 95% du coût des semences et une diminution du prix réel libre de la paille. De ces tendances contraires, il a néanmoins résulté une hausse du revenu net réel, d'autant plus importante que la technique choisie était plus avancée.
- 22 Dans la seconde phase de la réforme (1990-93), le prix libre du blé a cessé d'augmenter tandis que celui de la paille continuait de baisser; dans le même temps, le coût des engrais et des semences a augmenté de 15% à 97%, selon les produits, du fait de la suppression des subventions. De ce fait, le revenu net réel a diminué, plus nettement pour les techniques avancées que pour la technique traditionnelle.
- 23 Il n'en reste pas moins que sur l'ensemble de la période (1982-93), la libéralisation des prix s'est traduite par une hausse du revenu réel. De même, l'augmentation de revenu résultant de la substitution de la technique moyenne à la technique traditionnelle et de la substitution de la technique avancée à la technique moyenne passe, entre 1982 et 1993, de 239% à 350% pour la première substitution et de 256% à 338% pour la seconde. La réforme économique a donc incité les producteurs de blé à adopter des technologies plus avancées. Ces variations de prix ont accompagné les réformes institutionnelles que sont la suppression, à partir de 1986, des assolements et de la vente obligatoire à l'État des récoltes, la libéralisation, en 1987, de la commercialisation intérieure du blé, la hausse, dès 1988, des prix courants de détail des engrais, le doublement, en 1991, du prix de la farine et du pain et la suppression, à partir de 1991, de toutes les subventions en application de l'accord signé avec le FMI.

ANNEXES

Tableau 1 : Indices des prix d'achat au producteur (A) et ratio prix d'achat/prix d'exportation (B) de 1980 à 1992 (US dollar/tonne)

	Coton		Riz		Pomme de terre		Agrumes		Blé		Maïs	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
1980	100	52	100	45	100	41	100	25	100	54	100	84
1981	100	49	109	38	101	35	95	21	93	41	68	40
1982	77	38	130	56	101	33	97	23	75	37	82	54
1983	82	43	114	50	103	43	87	16	92	51	101	100
1984	108	54	112	57	111	29	140	27	99	53	100	70
1985	115	66	122	61	79	33	115	20	93	48	76	72
1986	117	74	127	51	70	32	129	20	110	62	76	94
1987	81	47	96	56	121	38	141	13	99	60	81	136
1988	139	65	112	66	105	27	170	30	101	48	98	62
1989	182	70	137	88	106	56	162	32	163	67	108	106
1990	183	54	142	96	112	63	163	43	174	109	112	124
1991	181	55	135	86	100	42	100	23	145	127	91	99
1992	131	31	140	74	81	37	108	31	154	117	90	106

Source : calculé par l'auteur d'après les données de la Direction centrale de l'économie agricole et du *TradeYear Book*, FAO. L'auteur a choisi d'exprimer les prix en dollar US pour éviter les variations dues aux dévaluations par paliers de la livre (NDLR).

Tableau 2 : Indices et ratio subventions agricoles/subvention totale

Année	Subvention totale (millions \$)	Indice subvention totale	Subvention agricole (millions \$)	Indice subvention agricole	Ratio subvention Agricole/ subvention Totale
1980	1.839	100,0	202	100,0	11%
1981	2.105	114,5	258	127,7	12%
1982	1.943	105,7	267	132,2	14%
1983	1.466	79,7	183	90,6	12%
1984	1.715	93,3	178	88,1	10%
1985	1.121	61,0	117	57,9	10%

1986	882	48,0	99	49,0	11%
1987	757	41,2	94	46,5	12%
1988	989	53,8	114	56,4	12%
1989	1.018	55,4	98	48,5	10%
1990	783	42,6	96	47,5	12%
1991	390	21,2	75	37,1	19%

Tableau 3 : Indices des prix des semences de 1980 à 1991

Année	Coton	Riz	Blé	Maïs	Pommes de terre
1980	100	100	100	100	100
1981	88	98	110	81	104
1982	91	113	100	84	94
1983	82	136	106	97	61
1984	82	149	117	95	66
1985	61	116	98	124	45
1986	115	127	98	122	42
1987 ¹	103	207	112	77	63
1988	103	260	107	86	60
1989	91	384	98	97	80
1990	91	398	179	118	106
1991	76	336	152	100	96

Tableau 4 : Indice des prix en dollars US des engrais et pesticides de 1980 à 1991

Année	Engrais Azotés	Engrais Phosphatés	Potasse	Pesticides
1980	100	100	100	100
1981	95	100	122	92
1982	88	81	102	88

1983	80	75	94	97
1984	80	72	90	79
1985	54	50	61	53
1986	51	41	55	41
1987	76	78	51	55
1988	88	53	49	57
1989	76	81	43	51
1990	171	219	288	78
1991	146	178	233	74

Tableau 5 : Prix constants des produits et intrants du blé (LE constantes, 1982)

	1982-85 (LE constantes 1982)	1986-89 (LE constantes 1982)	1990-93 (LE constantes 1982)	Variation 1982-85 / 86-89	Variation 1986-90/ 90-93
Graines 400%	95,6	136,3	137,5	43%	1%
Paille 44%	16,9	12,9	6,5	-24%	-50% .
Semences	140,0	274,0	316,0	96%	15%
Urée 46,5%	100,0	80,7	103,0	-19%	28%
Nitrate amonia 33,5%	71,8	54,1	77,6	-25%	43%
Superphosphate 15%	24,2	20,1	39,6	-17%	97%
Malathione	1,9	3,2	2,8	68%	-13%

Source : A.W. Hassan. Aden A., Mansûr M. et alii, *Impact of Technology and Prices Policies on Profitability of Wheat in Upper Egypt*, May 29 - June 2, 1994. Cairo.

Tableau 6 : Coût et revenu du blé selon la technologie utilisée

Technologie / période	Coût et Revenu	1982-85 (LE constantes 1982)			1986-89 (LE constantes 1982)		1990-93 (LE constantes 1982)	Variation 1982-85 / 86-89	Variation 1986-90 / 90-93
Traditionnelle	Coût	490	417	304	-73%	-113%			
	Revenu	216	363	350	147%	-13%			
Médiane	Coût	558	473	346	-85%	-127%			
	Revenu	408	594	549	186%	-45%			
Avancée	Coût	620	527	392	-93%	-135%			
	Revenu	556	772	698	216%	-74%			
Moyenne Nationale	Coût	363	379	339	16%	-40%			
	Revenu	351	548	565	197%	17%			

Source: A.W. Hassan, Aden A., Mansûr M. et a/H. *Impact on Technology and Prices Policies on Profitability of Wheat in Upper Egypt*, May 29 - June 2, 1994, Cairo.

NOTES

1. Grâce à l'irrigation pérenne et au climat, les sols supportent deux à trois cultures par an, sans jachère (NDLR).
2. Voir l'article de Mûsa 'Abd al-Azîm dans ce même dossier.
3. La « sécurité alimentaire » désigne les cultures et l'élevage de produits de substitution aux importations. Ils sont considérés « stratégiques », parce qu'ils apportent des devises à la balance des paiements, fournissent des revenus aux agriculteurs, et des produits alimentaires à bas prix aux consommateurs. Ces produits bénéficient de nombreux avantages et dérogations, et ne sont pas soumis à la commercialisation et à la tarification étatiques.

INDEX

Mots-clés : libéralisation, agriculture

AUTEUR

MAHMÛD AL-SAYYID MANSÛR

Ministère de l'Agriculture